

Développement : les dirigeants africains veulent des investissements, pas la charité

29 mai 2008 - AFP

Les dirigeants africains ont déclaré jeudi qu'ils avaient besoin d'investissements et pas de charité, au deuxième jour d'un sommet sur le développement en Afrique où le Japon a promis de doubler son commerce avec le continent.

"Le risque de marginalisation de l'Afrique a presque disparu", a souligné le Premier ministre éthiopien Meles Zenawi, devant les représentants de 52 pays africains qui participent depuis mercredi à la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad), à Yokohama, près de Tokyo.

L'Afrique a connu en 2007 une croissance moyenne soutenue de 5,7%, même si des analystes notent qu'elle s'est concentrée dans les pays dotés de ressources naturelles.

"Notre coopération avec l'Asie ne vise pas en priorité à demander de l'aide, à faire du commerce ou à obtenir des investissements à court terme", a expliqué M. Zenawi.

Il a affirmé que l'Afrique cherchait "un partenariat avec l'Asie pour promouvoir une prospérité commune à long terme, avec progrès technologique et industrialisation pour notre continent".

Le président rwandais Paul Kagame a souligné pour sa part que les pays très endettés comme le sien étaient pris dans "un cercle vicieux", car ils ne pouvaient obtenir de prêts pour investir.

"Pour stimuler le commerce, l'investissement et l'intégration régionale, réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide en exportant davantage, nous devons investir dans les infrastructures, l'énergie, le capital humain", a-t-il énuméré.

M. Kagame a rappelé que le commerce inter-africain ne représentait que 2% du commerce mondial, faisant du continent un marché à conquérir.

"Il est très clair que l'Afrique va fournir les meilleurs retours sur investissement", a-t-il ajouté.

Le commissaire européen au Développement, Louis Michel, a admis dans une interview que "la politique caritative n'avait pas réussi".

Il faut désormais "avoir une attitude économique" avec les Africains en les aidant "à tirer profit au maximum pour leur développement des avantages d'une mondialisation domestiquée", a-t-il conseillé.

Le Premier ministre japonais Yasuo Fukuda a annoncé mercredi la création d'un fonds de soutien pour les entreprises japonaises voulant investir en Afrique, à hauteur de 1,6 milliard d'euros sur cinq ans.

Le gouvernement s'inquiète de la forte présence des entreprises chinoises sur le continent, qui assure à Pékin un approvisionnement en matières premières dont le Japon a lui aussi besoin.

Le ministre du Commerce Akira Amari espère que les investissements des entreprises japonaises vont doubler d'ici cinq ans.

Il a expliqué que les investissements devraient concerner surtout des "infrastructures lourdes", comme la fabrication de routes, de ports, de voies de chemin de fer, mais aussi des projets destinés à améliorer la sécurité des populations.

Dans son discours d'ouverture, M. Fukuda a aussi annoncé un doublement de l'aide publique au développement (APD) du Japon à l'Afrique et un soutien au continent pour qu'il multiplie par deux sa production de riz d'ici dix ans.

La directrice de l'Agence japonaise pour la coopération internationale (Jica), Sadako Ogata, a estimé que l'Afrique avait besoin de l'aide et des investissements.

"Le Japon pourrait bénéficier du développement de l'Afrique, c'est un investissement à long terme", a-t-elle dit.

A peine 1,5% de l'ensemble des investissements privés japonais en 2007 sont allés vers l'Afrique.

Source : AFP

Japon et Afrique s'engagent à augmenter la production agricole du continent

YOKOHAMA (AFP) - 30/05/2008

Le Japon et les pays africains se sont engagés vendredi à tout faire pour augmenter la production agricole de l'Afrique, tout en soulignant que la stabilité récente du continent lui ouvrait "des perspectives sans précédent" de croissance.

Le Japon et la quasi totalité des pays d'Afrique ont achevé vendredi la conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad) qui s'est tenue pendant trois jours à Yokohama (région de Tokyo), sous l'égide du Japon, de l'ONU et de la Banque mondiale.



Les participants ont adopté un "plan d'action de Yokohama" pour les cinq années à venir et ont souligné que "l'augmentation de la production alimentaire comme de la productivité agricole" était "cruciale pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la croissance économique en Afrique".

Le continent est particulièrement touché par la flambée mondiale des prix alimentaires qui ont provoqué des émeutes dans plusieurs pays africains.

Les pays africains ont réitéré leur engagement à "améliorer la productivité agricole" de 6% par an d'ici 2015 et à "allouer au minimum 10% de leurs ressources budgétaires nationales à l'agriculture" sur les cinq prochaines années.

Le Japon avait annoncé mercredi qu'il aiderait l'Afrique à doubler sa production de riz d'ici dix ans.

A ce sujet, la Ticad a proposé d'introduire "un usage plus généralisé du Nouveau riz pour l'Afrique", une variété riche en protéines et plus résistante, créée il y a quelques années en Afrique de l'Ouest en croisant des variétés de riz africaines et asiatiques.

La Ticad s'est engagée également à contribuer à "étendre les superficies irriguées de 20% en cinq ans" et à "assister les petits cultivateurs et organisations de fermiers à adopter les nouvelles technologies, élargir les terres agricoles (et) introduire les machines pour augmenter la productivité".

Dans une "déclaration de Yokohama" distincte, le Japon et l'Afrique se sont par ailleurs félicités de la "stabilité politique accrue et (de la) meilleure gouvernance (du continent), soutenues par une croissance économique forte et des investissements directs étrangers en constante augmentation".

Selon eux, des "perspectives sans précédent pour l'Afrique" s'ouvrent désormais pour une "croissance économique réelle et durable" permettant de réduire de "façon significative" la pauvreté.

Concernant le suivi des décisions de la Ticad, la quatrième édition d'un sommet qui se tient tous les cinq ans, le Japon et l'Afrique ont instauré un "mécanisme de suivi" annuel pour coordonner leurs décisions entre deux sommets.

Le "plan d'action" insiste par ailleurs sur la nécessité de "développer les infrastructures", transport, électricité et hydraulique.

Sur le plan sanitaire, Japon et Afrique ont promis de "soutenir les efforts pour atteindre l'objectif d'une réduction de 50% de la tuberculose et des taux de mortalité" liés à cette maladie d'ici 2015 par rapport à 1990.

Ils ont enfin reconnu que les changements climatiques constituaient "un défi urgent pour l'Afrique, en raison de la vulnérabilité du continent par rapport à leurs impacts négatifs, comme les sécheresses et les inondations plus fréquentes et plus intenses".

"Il est nécessaire pour tous les pays, y compris les pays d'Afrique", d'agir pour parvenir à "une réduction des émissions de gaz à effet de serre", ajoute le plan.